CONSEIL D'ETAT - RAAD VAN STATE
LEGISLATION - WETGEVING
26-5-1987
Transmis à M. Coordination
Overgemaakt aan de H.

VD. L. 18.025/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 16 avril 1987, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie", a donné le 11 mai 1987 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 16 april 1987 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht", heeft op 11 mei 1987 het volgend advies gegeven :

Préambule.

1. Les alinéas ler et 3 ne constituent pas le fondement légal de l'arrêté projet et ne contribuent guère à en éclairer la portée. Ils doivent dès lors être omis.

2. A l'alinéa 2, devenant l'alinéa ler, il convient de supprimer la mention de la loi du 13 juillet 1976.

3. L'usage recommande de viser spécialement les dispositions à modifier. Le texte suivant est dès lors proposé pour l'alinéa 4, devenant l'alinéa 2 :

"Vu l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, notamment les articles 27 et 31, modifiés par l'arrêté royal du 27 novembre 1985, l'article 37, modifié par les arrêtés royaux des 22 septembre 1983 et 23 septembre 1986, ainsi que les articles 39, 42 et 47;".

.../...

Dispositif.

Article ler.

Selon les renseignements fournis au Conseil d'Etat, l'article ler du projet tend à modifier l'article 12 de l'arrêté royal du 9 avril 1979 aux fins de régulariser, par une mesure transitoire, la situation de deux candidats officiers de gendarmerie qui, en 1986, ont entamé le cycle de formation de candidat officier polytechnicien, sans attendre la publication de l'arrêté royal en projet.

L'article 12, § ler bis, en projet, permet, à cette fin, au Ministre de la Défense nationale d'autoriser un candidat officier de chaque groupe linguistique, répondant aux conditions visées au texte, à commencer dès le ler septembre 1986 le cycle de formation spécifique aux officiers polytechniciens. Selon le délégué du Ministre, cette autorisation a déjà, en fait, été donnée.

Cette disposition est à rapprocher de l'article 9 du projet qui prévoit un effet rétroactif au ler septembre 1986.

La règle contenue dans l'article ler du projet, non seulement présente un caractère temporaire, mais, en outre, aura épuisé tous ses effets au moment où l'arrêté en projet aura été publié.

.../...

Il serait dès lors préférable de ne pas intégrer cette règle dans l'arrêté royal du 9 avril 1979 et d'en faire une disposition transitoire de l'arrêté en projet, disposition qui trouvera sa place à la fin de celui-ci, avant le fixant vigueur.

Le texte suivant est proposé :

"Article 8.-

Un candidat officier de gendarmerie de chaque régime linguistique, remplissant les conditions d'admission au cycle de formation prévu à l'article 23 de l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, peut être autorisé par le Ministre de la Défense nationale à entamer, à partir du 1er septembre 1986, la formation de candidat officier polytechnicien.

Le candidat doit, en outre, avoir satisfait aux épreuves d'admission de la section polytechnique de l'Ecole royale militaire et s'être classé en ordre utile au concours d'admission.

En cas de pluralité de candidats, le Ministre de la Défense nationale désigne, par régime linguistique, pour suivre cette formation, le candidat qui s'est le mieux classé au concours d'admission de la section "polytechnique".

.../...

Article 2 (devenant l'article ler).

Le texte suivant est proposé :

"Article ler.-

Dans l'article 27, alinéa 2, de l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif au recrutement et à la formation du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, modifié par l'arrêté royal du 27 novembre 1985, les mots "de la cinquième année" sont remplacés par les mots "du cycle de perfectionnement".

Article 3 (devenant l'article 2).

a) Observation générale.

1. Le candidat officier polytechnicien de la gendarmerie sera, pendant cinq années au moins, appelé à suivre tous les cours figurant au programme de la section polytechnique de l'Ecole royale militaire. Les branches de formation professionnelle visées à l'article 28ter, b, en projet, seraient également, selon le délégué du Ministre, enseignées à l'Ecole royale militaire.

.../...

Il ressort des explications du délégué du Ministre que le candidat n'acquerra pas , de ce fait, la qualité d'élève de l'Ecole royale militaire et restera entièrement soumis au statut du personnel de la gendarmerie. Seules les dispositions que la loi du 18 mars 1838 organique de l'Ecole royale militaire et ses arrêtés d'exécution consacrent au programme des cours et aux examens, lui seront applicables. La mesure de cette application risque cependant de varier selon qu'il s'agit des branches communes aux militaires et aux gendarmes ou des branches de formation professionnelle spécifiques à ces derniers.

Il en résulte que le commandant de l'Ecole royale militaire ne pourra pas exercer la plénitude de son autorité à l'égard des candidats officiers de la gendarmerie pendant le temps où ceux-ci fréquenteront les cours de l'école.

Dans le même sens, l'article 28septies, § ler, en projet, donne compétence au commandant de la gendarmerie pour autoriser un candidat ayant échoué à recommencer une année du cycle de formation (comparer article 65 de l'arrêté royal du 14 novembre 1968 relatif à l'organisation de l'Ecole royale militaire).

2. Les dispositions contenues dans l'arrêté royal du 9 avril 1979 et celles que porte le projet ne permettent cependant pas de régler tous les problèmes liés à la détermination

.../...

exacte du régime des cours et des épreuves, en ce qui concerne les branches enseignées à l'Ecole royale militaire et à la détermination de l'autorité compétente pour statuer à l'égard des candidats officiers polytechniciens de la gendarmerie.

S'agissant de candidats recevant une formation à l'Ecole royale militaire, soumise à un régime propre prévoyant l'intervention d'autorités différentes de celles de la gendarmerie, l'arrêté royal du 27 septembre 1963 fixant les attributions du commandant de la gendarmerie (par exemple, article 2, alinéa 2) et l'arrêté ministériel du 13 décembre 1963 pris en exécution de cet arrêté royal, ne paraissent pas suffire pour lever toute ambiguïté à ce sujet.

3. Deux exemples peuvent illustrer la difficulté de définir avec précision le régime des cours et des épreuves applicable aux candidats officiers polytechniciens.

1° Le projet ne permet pas de déterminer exactement quelle autorité sera appelée à statuer sur la réussite ou l'échec d'un candidat : s'agit-il du commandant de la gendarmerie sur la base de l'article 25, § 4, de l'arrêté royal du 9 avril 1979 ou des commissions de délibération et du jury prévus aux articles 63 et 64 de l'arrêté royal du 14 novembre 1968 relatif à l'organisation de l'Ecole royale militaire ?

.../...

Si ces deux autorités étrangères l'une à l'autre doivent intervenir (par exemple, pour les cours de la section polytechnique), il conviendrait de délimiter leurs attributions respectives et de préciser la mesure dans laquelle les décisions de l'une s'imposent à l'autre.

2° Le second exemple peut être tiré du régime de l'enseignement des branches de formation professionnelle visées à l'article 28ter, b, en projet.

Selon le délégué du Ministre, le commandant de l'Ecole royale militaire serait chargé de détailler le programme des cours tandis que les professeurs seraient désignés par le commandant de la gendarmerie.

De telles précisions devraient figurer dans le projet.

.../...

4. En conclusion, le projet devrait être complété aux fins de reprendre toutes les dispositions qu'appelle la situation spécifique des candidats officiers polytechniciens recevant une formation à l'Ecole royale militaire, en distinguant selon qu'il s'agit des cours de la section polytechnique de l'Ecole royale militaire ou des cours de formation professionnelle donnés à l'Ecole royale militaire aux seuls candidats de la gendarmerie.

b) Article 28bis.

L'article 28bis, inséré par l'article 3 du projet, dispose que :

> "Sauf si elles sont incompatibles avec les dispositions de la présente section, toutes les dispositions du présent chapitre sont applicables aux candidats officiers polytechniciens".

Le régime juridique applicable à la formation des candidats officiers polytechniciens sera dès lors déterminé par la combinaison de trois catégories de normes :

- certaines dispositions législatives et réglementaires relatives à l'organisation de l'Ecole royale militaire :

- les articles 28bis à 28septies en projet :

- les dispositions du titre II, chapitre premier, de l'arrêté royal du 9 avril 1979 qui ne sont pas "incompatibles" avec les articles 28bis à 28septies, formant une nouvelle section 6.

.../...

La portée de l'article 28bis n'apparaît toutefois pas clairement lorsqu'on le confronte avec les autres dispositions de la section 6. Celle-ci contient, en effet, à côté de règles spécifiques à la formation des candidats officiers polytechniciens :

1° un article 28quater qui rend expressément applicable l'article 24 de l'arrêté royal du 9 avril 1979;

2° des articles qui paraphrasent en tout ou en partie des dispositions contenues dans le titre II, chapitre premier, de cet arrêté (cfr l'article 28quinquies, § 1er, et l'article 28sexies, en projet, qui reprennent des dispositions contenues dans les articles 25, § 2, 2°, et 26, § 1er, de l'arrêté royal du 9 avril 1979).

Dans un souci de clarté, l'article 28bis en projet devrait être remplacé par une disposition énumérant les articles des sections 1 à 5 du chapitre premier du titre II qui doivent s'appliquer à la formation du candidat officier polytechnicien (1). Les dispositions du projet faisant double emploi avec ces articles devraient, quant à elles, être omises.

c) Article 28ter.

Il ressort des explications du délégué du Ministre que les cours de formation professionnelle visés à l'article 28ter, alinéa 1er, b, seront enseignés à l'Ecole royale militaire par des membres du personnel de la gendarmerie au cours des deux dernières années du cycle de formation générale et professionnelle.

.../...

---

(1) Selon le délégué du Ministre, il s'agirait des articles 22, 24, 25, § 1er, 26, § 1er, et 27.

A la différence des cours visés au littera a, il s'agit d'un enseignement destiné exclusivement aux candidats officiers polytechniciens de la gendarmerie et soumis à un régime spécifique.

Ces précisions devraient figurer dans le projet.

d) Article 28quater.

Compte tenu de l'observation faite sous l'article 28bis, l'article 28quater en projet doit être omis.

e) Article 28quinquies.

1. L'article 28quinquies traite à la fois des "examens de passage d'une année à l'autre pendant le cycle de formation générale et professionnelle" et de l'examen de sortie clôturant le cycle de perfectionnement.

Le cycle de perfectionnement est commun aux candidats officiers polytechniciens et aux autres candidats officiers de la gendarmerie. L'article 28quinquies, § 1er, ne s'écarte en rien, en ce qui concerne l'examen de sortie, de la règle contenue dans l'article 25, § 2, alinéa 1er, 2°. Il suffirait dès lors que le projet renvoie à cette disposition.

Les examens de passage, quant à eux, visent, aux dires du délégué du Ministre, les examens annuels organisés au sein de la section polytechnique de l'Ecole royale militaire sur les matières énumérées à l'article 1er bis de la loi du 18 mars 1838.

.../...

Tel qu'il est rédigé, le texte ne correspond pas à l'examen de fin d'études à l'Ecole royale militaire ni au travail visé à l'article 1er bis, § 1er, B, b, 5°, de la loi du 18 mars 1838.

Comme l'intention des auteurs du projet n'est pas de dispenser de ces épreuves les candidats de la gendarmerie, le texte devrait être complété en ce sens.

2. L'article 28quinquies, § 2, 2°, précise que les points obtenus pour les branches de formation professionnelle visées à l'article 28ter, b, entreront en ligne de compte pour la détermination de la note d'ensemble en aptitudes professionnelles.

C'est la seule disposition du projet relative au régime des études et des examens dans les branches professionnelles.

Cette assimilation des branches professionnelles aux aptitudes professionnelles ne paraît pas heureuse.

L'article 25, § 1er, alinéa 3, de l'arrêté royal du 9 avril 1979 dispose, en effet, que :

> "Les notes d'aptitudes professionnelles résultent des notes de l'année données sur la valeur caractérielle nécessaire à l'exercice des fonctions d'officier de gendarmerie ainsi que sur l'aptitude au commandement; elles donnent lieu à une note d'ensemble".

.../...

Les critères d'appréciation des aptitudes professionnelles sont fixés par l'annexe IV à l'arrêté ministériel du 9 avril 1979, dont la modification n'est pas proposée par le projet modifiant cet arrêté et soumis en même temps que le présent projet à l'avis du Conseil d'Etat, section de législation, sous le n° L. 18.026/2.

Il n'est pas indiqué que, pour les seuls candidats officiers polytechniciens, l'appréciation des aptitudes professionnelles soit fonction de la réussite ou non des examens portant sur les matières énumérées à l'article 28ter, alinéa 1er,b.

Il en va d'autant plus ainsi que le projet d'arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 16 mai 1980, soumis en même temps que le présent projet d'arrêté à l'avis du Conseil d'Etat, section de législation, sous le numéro L. 18.027/2, ne modifie pas l'annexe III dudit arrêté relatif aux coefficients d'importance des critères d'appréciation des aptitudes professionnelles des candidats officiers.

Interrogé sur ce point, le délégué du Ministre a toutefois fait savoir que, pour résoudre le problème, l'intention serait de modifier le projet afin de prévoir un système de notation indépendante des branches professionnelles; une première notation porterait sur les matières énumérées à l'article 28ter, alinéa 1er, b, 1° à 9°; une seconde sur les matières énumérées aux 10° et 11°. Ces deux notations interviendraient pour l'établissement de la note d'ensemble des études.

.../...

Dans ce cas, le projet devrait être complété tant en ce qui concerne l'énumération des examens auxquels est soumis le candidat officier polytechnicien (article 28quinquies, § 1er) qu'en ce qui concerne les conditions mises à la réussite d'une année (article 28quinquies, § 2).

Si l'intention est, comme il a été précisé ci-dessus (cfr supra, point b), de ne pas rendre l'article 26, §§ 2 et 3, de l'arrêté royal du 9 avril 1979 applicable de plein droit aux candidats officiers polytechniciens, le projet devrait également être complété, en ce qui concerne les branches de formation professionnelle, par des règles relatives à l'organisation des épreuves (article 26, § 2) et à la fixation du programme (article 26, § 3) et adaptées à la situation spécifique de ces candidats. Le texte devrait ainsi préciser, à tout le moins, quelle autorité est chargée de fixer le programme, de désigner les professeurs et quel jury interroge les candidats, etc. (cfr supra, observation générale).

Enfin, un système de notation indépendante des branches professionnelles rendra nécessaire une adaptation corrélative du projet d'arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 16 mai 1980 (n° L. 18.027/2).

Il est proposé de rédiger le texte néerlandais des paragraphes 2 et 3 de l'article 28quinquies en projet comme il est suggéré dans la version néerlandaise du présent avis.

f) Article 28sexies.

L'article 28sexies en projet fait double emploi avec l'article 26, § 1er, 2°, de l'arrêté royal du 9 avril 1979 et doit dès lors être omis.

.../...

Article 4 (devenant l'article 3).

L'article 4, contrairement aux autres dispositions du projet, ne concerne pas la formation des candidats officiers polytechniciens; il tend à modifier l'article 31 de l'arrêté royal du 9 avril 1979 relatif aux candidats sous-officiers d'élite, afin de mettre en concordance la version française de cet article avec le texte néerlandais qui utilise le mot "examen" pour "épreuve".

Selon le délégué du Ministre, l'intention est de résoudre une difficulté d'interprétation qu'a fait surgir cet article en ce qui concerne les pouvoirs du commandant de la gendarmerie de déterminer la nature, l'importance relative et les modalités d'organisation des interrogations et des épreuves; contrairement à ce que pourrait laisser croire le texte français de l'article, le pouvoir attribué au commandant de la gendarmerie ne comprend, sous le terme "épreuves" que l'organisation des examens, à l'exclusion des autres "épreuves".

Le projet ne modifie toutefois pas les autres dispositions de l'arrêté où le terme néerlandais "examen" est traduit en français par "épreuve" et où sont manifestement visés des examens : article 2, 1°, article 3, article 6, 2°, article 7, § 1er, article 8, 2°, article 9, article 25, par exemple. Il ne modifie pas davantage l'article 25, § 2, qui contient, pour les candidats officiers, une règle analogue à l'article 31, § 2, ni l'article 31, § 3, où le mot "épreuve" est maintenu.

.../...

En réalité, le texte français de l'arrêté royal du 9 avril 1979 paraît utiliser indifféremment les mots "concours", "épreuve" et "examen" pour viser ce qui, en néerlandais, est chaque fois désigné par le terme "examen".

On peut dès lors se demander si, par identité de motifs, le projet ne devrait pas revoir la terminologie française de toutes les dispositions de cet arrêté où le mot "épreuves" serait employé à tort pour désigner des "examens".

Sous cette réserve, le texte français de l'article 4 du projet, devenant l'article 3, doit, conformément à la version néerlandaise, être rédigé comme suit :

"Article 3.-

Dans le texte français de l'article 31, § 2, 2°, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 27 novembre 1985, le mot "épreuves" est remplacé par le mot "examens".

Article 5 (devenant l'article 4).

L'article 5 du projet appelle la même observation que celle qui a été faite sous l'article 4 (qui devient l'article 3) : au terme néerlandais "examens" correspond, dans le projet, le mot français "épreuves".

Article 6 (devenant l'article 5).

Dans la phrase liminaire, mieux vaudrait écrire "la disposition suivante" au lieu de "le texte suivant".

Aanhef.

1. Het eerste en het derde lid leveren geen rechtsgrond op voor het ontworpen besluit en dragen nauwelijks bij tot een beter begrip van de strekking ervan. Zij moeten derhalve vervallen.

2. In het tweede lid, dat het eerste lid wordt, dient de vermelding van de wet van 13 juli 1976 te worden geschrapt.

3. Het is gebruikelijk om inzonderheid te verwijzen naar de te wijzigen bepalingen. De volgende tekst wordt derhalve voorgesteld voor het vierde lid, dat het tweede lid wordt :

"Gelet op het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, inzonderheid op de artikelen 27 en 31, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 november 1985, op artikel 37, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 22 september 1983 en 23 september 1986, alsmede op de artikelen 39, 42 en 47;".

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

Naar aan de Raad van State is medegedeeld, strekt artikel 1 van het ontwerp tot wijziging van artikel 12 van het koninklijk besluit van 9 april 1979 om, bij wijze van overgangsmaatregel, de toestand te regulariseren van twee kandidaat-officieren bij de rijkswacht die in 1986 de vormingscyclus van kandidaat-officier-polytechnicus hebben aangevat, zonder te wachten op de bekendmaking van het ontworpen koninklijk besluit.

.../...

Op grond van het ontworpen artikel 12, § 1bis, kan de Minister van Landsverdediging te dien einde een kandidaat-officier van elke taalgroep, die voldoet aan de in de tekst bedoelde voorwaarden, toestemming verlenen om vanaf 1 september 1986 de cyclus van specifieke opleiding tot officier-polytechnicus aan te vatten. Volgens de gemachtigde van de Minister is die toestemming in feite reeds gegeven.

Die bepaling moet in verband gebracht worden met artikel 9 van het ontwerp dat voorziet in een terugwerking tot 1 september 1986.

Niet alleen vertoont de in artikel 1 van het ontwerp vervatte regel een tijdelijk karakter, maar bovendien zal, op het ogenblik van de bekendmaking van het ontworpen besluit, de werking ervan reeds zijn uitgeput.

Het zou derhalve verkieslijk zijn die regel niet op te nemen in het koninklijk besluit van 9 april 1979 maar er een overgangsbepaling van het ontworpen besluit van te maken; die bepaling kan aan het slot van het besluit komen, vóór het artikel betreffende de inwerkingtreding.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 8.-

Een kandidaat-officier bij de rijkswacht van ieder taalstelsel, die voldoet aan de voorwaarden voor toelating tot de vormingscyclus bepaald in artikel 23 van het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de Rijkswacht, kan van de Minister van Landsverdediging de toestemming krijgen om vanaf 1 september 1986 de opleiding tot kandidaat-officier-polytechnicus aan te vatten.

.../...

De kandidaat moet bovendien geslaagd zijn voor de examens voor toelating tot de polytechnische afdeling van de koninklijke militaire school en nuttig gerangschikt zijn bij het vergelijkend toelatingsexamen.

Zijn er verscheidene kandidaten, dan wijst de Minister van Landsverdediging, om die opleiding te volgen, per taalstelsel de kandidaat aan die het best gerangschikt is bij het vergelijkend examen voor toelating tot de polytechnische afdeling".

Artikel 2 (dat artikel 1 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 1.-

In artikel 27, tweede lid, van het koninklijk besluit van 9 april 1979 betreffende de werving en vorming van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 november 1985, worden de woorden "van het vijfde jaar" vervangen door de woorden "van de cyclus van voortgezette vorming".

Artikel 3 (dat artikel 2 wordt).

a) Algemene opmerking.

1. De kandidaat-officier-polytechnicus bij de rijkswacht zal gedurende ten minste vijf jaar alle cursussen moeten volgen die voorkomen op het programma van de polytechnische afdeling van de koninklijke militaire school. De vakken inzake beroepsvorming, bedoeld in het ontworpen

.../...

artikel 28ter, b, zouden, volgens de gemachtigde van de Minister, eveneens onderwezen worden aan de koninklijke militaire school.

Naar de gemachtigde van de Minister heeft verklaard, zal de kandidaat dientengevolge niet de hoedanigheid verkrijgen van leerling van de koninklijke militaire school en zal hij volledig onder het statuut van het personeel van de rijkswacht blijven. Alleen de bepalingen van de wet van 18 maart 1838 houdende organisatie van de koninklijke militaire school en van de uitvoeringsbesluiten, die handelen over het leerplan en de examens, zullen op hem van toepassing zijn. De mate waarin die toepassing zal plaatsvinden kan nochtans verschillen naargelang het gaat om de vakken die gemeenschappelijk zijn voor militairen en rijkswachters, dan wel om de vakken inzake beroepsvorming die specifiek bestemd zijn voor deze laatsten.

Daaruit volgt dat de commandant van de koninklijke militaire school niet zijn volle gezag zal kunnen uitoefenen ten opzichte van de kandidaat-officieren bij de rijkswacht gedurende de tijd dat zij de cursussen van de school volgen.

In dezelfde zin verleent het ontworpen artikel 28septies, § 1, aan de commandant van de rijkswacht de bevoegdheid om een afgewezen kandidaat toestemming te geven om een jaar van de opleidingscyclus over te doen (vergelijk artikel 65 van het koninklijk besluit van 14 november 1968 betreffende de organisatie van de koninklijke militaire school).

.../...

2. Met de bepalingen die vervat zijn in het koninklijk besluit van 9 april 1979 en met die van het ontwerp kunnen evenwel niet alle problemen worden opgelost die verband houden met het juist bepalen van de lessen- en examenregeling, wat betreft de vakken die onderwezen worden aan de koninklijke militaire school, en met het bepalen van de overheid die bevoegd is om beslissingen te nemen ten aanzien van de kandidaat-officieren-polytechnici bij de rijkswacht.

Aangezien het gaat om kandidaten die een opleiding krijgen aan de koninklijke militaire school, waarvoor een eigen regeling geldt die voorziet in de bemoeiïng van andere overheden dan die van de rijkswacht, lijkt met het koninklijk besluit van 27 september 1963 tot vaststelling van de bevoegdheden van de commandant van de rijkswacht (bijvoorbeeld artikel 2, tweede lid) en met het ministerieel besluit van 13 december 1963, vastgesteld ter uitvoering van het koninklijk besluit, niet te kunnen worden volstaan om iedere dubbelzinnigheid daaromtrent weg te nemen.

3. Met twee voorbeelden kan worden aangetoond hoe moeilijk het is de lessen- en examenregeling die van toepassing is op de kandidaten-officieren-polytechnici, nauwkeurig te bepalen.

1° Uit het ontwerp kan niet met zekerheid worden opgemaakt welke overheid een beslissing zal moeten nemen over het al dan niet slagen van een kandidaat : is het de commandant van de rijkswacht, op grond van artikel 25, § 4, van het koninklijk besluit van 9 april 1979, of zijn het de deliberatiecommissies en de commissie, die bedoeld zijn in de artikelen 63 en 64 van het koninklijk besluit van 14 november 1968 betreffende de organisatie van de koninklijke militaire school ?

.../...

Is het nodig dat hier wordt opgetreden door twee los van elkaar staande overheden (bijvoorbeeld voor de cursussen van de polytechnische afdeling), dan zouden hun onderscheiden bevoegdheden afgebakend moeten worden en zou moeten worden gepreciseerd in welke mate de beslissingen van de ene verbindend zijn voor de andere.

2° Het tweede voorbeeld kan worden ontleend aan de regeling voor het onderwijzen van de vakken inzake beroepsvorming, bedoeld in het ontworpen artikel 28ter, b.

Volgens de gemachtigde van de Minister zou de commandant van de koninklijke militaire school belast worden met de omstandige bepaling van het leerplan terwijl de leraren zouden worden aangewezen door de commandant van de rijkswacht.

Zodanige verduidelijkingen zouden in het ontwerp moeten komen.

4. De conclusie is dat het ontwerp zou moeten worden aangevuld ten einde alle bepalingen op te nemen waartoe de specifieke toestand van de kandidaat-officieren-polytechnici die een opleiding krijgen aan de koninklijke militaire school, aanleiding geeft; hierbij zou een onderscheid moeten worden gemaakt naargelang het gaat om de cursussen van de polytechnische afdeling van de koninklijke militaire school dan wel om de cursussen inzake beroepsvorming die op de koninklijke militaire school alleen gegeven worden aan de kandidaten van de rijkswacht.

.../...

b) Artikel 28bis.

Artikel 28bis, dat wordt ingevoegd door artikel 3 van het ontwerp, luidt als volgt :

> "Behalve indien ze onverenigbaar zijn met de bepalingen van deze afdeling, zijn alle bepalingen van dit hoofdstuk van toepassing op de kandidaat-officieren-polytechnici".

De rechtsregeling die van toepassing is op de opleiding van de kandidaat-officieren-polytechnici zal derhalve bepaald worden door de combinatie van drie categorieën van normen :

- sommige wets- en verordeningsbepalingen betreffende de organisatie van de koninklijke militaire school;

- de ontworpen artikelen 28bis tot 28septies;

- de bepalingen van titel II, hoofdstuk I, van het koninklijk besluit van 9 april 1979 die niet "onverenigbaar" zijn met de artikelen 28bis tot 28septies, die een nieuwe afdeling 6 vormen.

De strekking van artikel 28bis komt evenwel niet duidelijk tot uiting wanneer men het artikel plaatst tegenover de andere bepalingen van afdeling 6. Dit bevat immers, naast specifieke regels over de opleiding van de kandidaat-officieren-polytechnici :

.../...

1° een artikel 28quater, dat artikel 24 van het koninklijk besluit van 9 april 1979 uitdrukkelijk van toepassing verklaart;

2° artikelen die bepalingen van titel II, hoofdstuk I, van dat besluit geheel of gedeeltelijk parafraseren (zie de ontworpen artikelen 28quinquies, § 1, en 28sexies, die bepalingen overnemen die vervat zijn in de artikelen 25, § 2, 2°, en 26, § 1, van het koninklijk besluit van 9 april 1979).

Ter wille van de duidelijkheid zou het ontworpen artikel 28bis moeten worden vervangen door een bepaling die de artikelen opsomt van de afdelingen 1 tot 5 van hoofdstuk I van titel II die toepassing moeten vinden op de opleiding van de kandidaat-officier-polytechnicus (1). De bepalingen van het ontwerp die een doublure vormen met die artikelen, zouden van hun kant moeten vervallen.

c) Artikel 28ter.

Naar de gemachtigde van de Minister heeft verklaard, zullen de cursussen inzake beroepsvorming, bedoeld in artikel 28ter, eerste lid, b, aan de koninklijke militaire school gedurende de laatste twee jaren van de cyclus van algemene en beroepsvorming gegeven worden door leden van het personeel van de rijkswacht.

.../...

---

(1) Volgens de gemachtigde van de Minister zou het gaan om de artikelen 22, 24, 25, § 1, 26, § 1, en 27.

In tegenstelling met de cursussen bedoeld in a, gaat het om een onderwijs dat uitsluitend bestemd is voor kandidaat-officieren-polytechnici van de rijkswacht en waarvoor een specifieke regeling geldt.

Die verduidelijkingen zouden in het ontwerp moeten komen.

d) Artikel 28quater.

Gelet op de opmerking onder artikel 28bis, moet het ontworpen artikel 28quater vervallen.

e) Artikel 28quinquies.

1. Artikel 28quinquies handelt tegelijk over "de overgangsexamens van het ene jaar naar het andere tijdens de cyclus van algemene en beroepsvorming "en over het eindexamen tot besluit van de cyclus van voortgezette vorming.

De cyclus van voortgezette vorming is gemeenschappelijk voor de kandidaat-officieren-polytechnici en de andere kandidaat-officieren bij de rijkswacht. Artikel 28quinquies, § 1, wijkt, wat het eindexamen betreft, in geen enkel opzicht af van de regel die vervat is in artikel 25, § 2, eerste lid, 2°. Het zou derhalve voldoende zijn dat het ontwerp naar die bepaling zou verwijzen.

Wat de overgangsexamens betreft, deze slaan volgens de gemachtigde van de Minister, op de jaarlijkse examens die in de polytechnische afdeling van de koninklijke militaire school georganiseerd worden over de vakken opgesomd in artikel 1bis van de wet van 18 maart 1838.

.../...

In zijn huidige redactie stemt de ontworpen tekst niet overeen met het eindexamen aan de koninklijke militaire school noch met het werk bedoeld in artikel 1bis, § 1, B, b, 5°, van de wet van 18 maart 1838.

Aangezien de stellers van het ontwerp niet de bedoeling hebben de kandidaten van de rijkswacht van die examens vrij te stellen, zou de tekst in die zin moeten worden aangevuld.

2. Artikel 28quinquies, § 2, 2°, bepaalt dat de cijfers behaald voor de in artikel 28ter, b, bedoelde vakken inzake beroepsvorming meetellen voor het bepalen van het beoordelingscijfer over het geheel inzake beroepsbekwaamheid.

Dit is de enige bepaling van het ontwerp die betrekking heeft op de studie- en examenregeling in de beroepsopleidingvakken.

Deze gelijkstelling van de beroepsopleidingvakken met de beroepsbekwaamheid lijkt niet erg gelukkig te noemen.

Artikel 25, § 1, derde lid, van het koninklijk besluit van 9 april 1979 bepaalt immers :

> "De beoordelingscijfers voor beroepsbekwaamheid resulteren uit de cijfers toegekend voor de karakteriële waarde, noodzakelijk voor het uitoefenen van de functies van rijkswachtofficier alsook voor de geschiktheid tot bevelvoering; zij geven aanleiding tot één enkel cijfer over het geheel".

.../...

De criteria voor het beoordelen van de beroepsbekwaamheid zijn vastgesteld in bijlage IV van het ministerieel besluit van 9 april 1979, waarvan de wijziging niet voorgesteld wordt door het ontwerp dat dit besluit wijzigt en dat tegelijk met het onderhavige ontwerp onder het nummer L. 18.026/ voor advies is voorgelegd aan de afdeling wetgeving van de Raad van State.

Het is niet geraden dat, alleen voor de kandidaat-officieren-polytechnici, de beoordeling van de beroepsbekwaamheid zou afhangen van het al of niet geslaagd zijn voor de examens over de vakken opgenoemd in artikel 28ter, eerste lid, b.

Dit geldt des te meer omdat het ontwerp van ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 16 mei 1980, hetwelk tegelijk met het onderhavige ontwerpbesluit onder het nummer L. 18.027/2 voor advies aan de afdeling wetgeving van de Raad van State is voorgelegd, geen wijzigingen aanbrengt in bijlage III van het genoemde besluit, welke betrekking heeft op de belangrijkheidscoëfficiënten van de beoordelingscriteria van de beroepsbekwaamheden van de kandidaat-officieren.

De gemachtigde van de Minister, aan wie hieromtrent vragen waren gesteld, heeft evenwel laten weten dat, om het probleem op te lossen, de bedoeling zou zijn het ontwerp te wijzigen om te voorzien in een systeem van aparte beoordeling van de beroepsopleidingvakken; een eerste beoordeling zou betrekking hebben op de vakken opgenoemd in artikel 28ter, eerste lid, b, 1° tot 9°, een tweede op de vakken opgenoemd in 10° en 11°. Deze twee beoordelingen zouden meetellen voor de berekening van het cijfer over het geheel van de studie.

.../...

In dat geval zou het ontwerp moeten worden aangevuld, zowel wat betreft de opsomming van de examens die de kandidaat-officier-polytechnicus dient af te leggen (artikel 28quinquies, § 1), als wat betreft de vereisten waaraan voldaan moet zijn om te slagen voor een jaar (artikel 28quinquies, § 2).

Indien zoals hierboven is gepreciseerd (cf. supra, punt b) het de bedoeling is artikel 26, §§ 2 en 3, van het koninklijk besluit van 9 april 1979 niet van rechtswege toepasselijk te maken op de kandidaat-officieren-polytechnici, zou het ontwerp wat de beroepsopleidingvakken betreft ook aangevuld moeten worden met de voorschriften die betrekking hebben op het organiseren van de examens (artikel 26, § 2) en het vaststellen van het programma (artikel 26, § 3) en die aangepast zijn aan de specifieke situatie van die kandidaten. In de tekst zou dus op zijn minst aangeven moeten worden welke overheid belast is met het vaststellen van het programma, het aanwijzen van de leraren en welke commissie de kandidaten overhoort, enz. (cf. supra, algemene opmerking).

Ten slotte wordt als gevolg van een systeem van aparte beoordeling van de beroepsopleidingvakken een hierop aansluitende aanpassing van het ontwerp van ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 16 mei 1980 (nr. L. 18.027/2) noodzakelijk.

In de Nederlandse tekst van de paragrafen 2 en 3 van het ontworpen artikel 28quinquies schrijve men : "Om te slagen voor ..." in plaats van : "Ten einde te slagen voor ...".

.../...

f) Artikel 28sexies.

Het ontworpen artikel 28sexies vormt een doublure met artikel 26, § 1, 2°, van het koninklijk besluit van 9 april 1979 en moet derhalve vervallen.

Artikel 4 (dat artikel 3 wordt).

Artikel 4 heeft, in tegenstelling met de overige bepalingen van het ontwerp, geen betrekking op de opleiding van kandidaat-officieren-polytechnici; het strekt tot wijziging van artikel 31 van het koninklijk besluit van 9 april 1979 welk artikel betrekking heeft op de kandidaat-keuronderofficieren, teneinde de Franse versie van dat artikel in overeenstemming te brengen met de Nederlandse tekst die voor "épreuve" het woord "examen" gebruikt.

Volgens de gemachtigde van de Minister is de bedoeling een interpretatiemoeilijkheid op te lossen die als gevolg van dat artikel ontstaan is omtrent de bevoegdheden van de rijkswachtcommandant om de aard, de betrekkelijke waarde en de nadere regels betreffende de organisatie van de overhoringen en de examens te bepalen; in tegenstelling tot wat de Franse tekst van het artikel zou kunnen doen denken, omvat de aan de commandant van de rijkswacht verleende bevoegdheid onder de term "épreuves" slechts het organiseren van de examens, met uitsluiting van wat elders onder "épreuves" wordt verstaan.

Het ontwerp wijzigt echter niet de overige bepalingen van het besluit waar de Nederlandse term "examen" in het Frans vertaald is door "épreuve" en waar duidelijk "des examens'

bedoeld zijn : bijvoorbeeld artikel 2, 1°, artikel 3, artikel 6, 2°, artikel 7, § 1, artikel 8, 2°, artikel 9, artikel 25. Het wijzigt evenmin artikel 25, § 2, dat voor de kandidaat-officieren een soortgelijke regel bevat als artikel 31, § 2, noch artikel 31, § 3, waar het woord "épreuve" behouden blijft.

Feitelijk blijkt de Franse tekst van het koninklijk besluit van 9 april 1979 de woorden "concours", "épreuve" en "examen" door elkaar te gebruiken daar waar hij doelt op datgene wat in het Nederlands telkens door de term "examen" wordt aangegeven.

De vraag rijst bijgevolg of op dezelfde gronden het ontwerp geen werk zou moeten maken van een herziening van de Franse terminologie van alle bepalingen van dat besluit waar het woord "épreuves" ten onrechte gebruikt zou zijn ter aanduiding van "des examens".

Onder dit voorbehoud moet de Franse tekst van artikel 4 van het ontwerp, dat artikel 3 wordt, overeenkomstig de Nederlandse versie als volgt geredigeerd worden :

"Article 3.-

Dans le texte français de l'article 31, § 2, 2°, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 27 novembre 1985, le mot "épreuves" est remplacé par le mot "examens".

Artikel 5 (dat artikel 4 wordt).

Bij artikel 5 van het ontwerp behoort dezelfde opmerking te worden gemaakt als die welke gemaakt is bij artikel 4 (dat artikel 3 wordt) : aan de Nederlandse term "examens" beantwoordt in het ontwerp het Franse woord "épreuves".

.../...

Artikel 6 (dat artikel 5 wordt).

Het zou beter zijn in de inleidende volzin "de volgende bepaling" te schrijven in plaats van "de volgende tekst".

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

J.-J. STRYCKMANS, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

Cl. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,
P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.
Le rapport a été présenté par M. M. QUINTIN, auditeur adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.
Het verslag werd uitgebracht door de H. M. QUINTIN, adjunct-auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. VAN GERREWEY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. LIGOT.